

## Diagnostic et déterminants de l'inégalité des dépenses de consommation des ménages au Cameroun durant les années 1990, 2000 et 2010

Mars 2021 – n° 47 | Facilité de recherche UE-AFD sur les inégalités

### MESSAGE

Cette étude a réalisé un diagnostic de l'inégalité des dépenses totales de consommation des ménages au Cameroun ainsi que les raisons de l'explosion de ces inégalités sur la période 1996-2014. Les résultats de l'étude montrent que l'inégalité des dépenses de consommation des ménages a légèrement augmenté sur la période 1996-2001, a décliné marginalement entre 2001 et 2007 et a fortement augmenté entre 2007 et 2014. Les inégalités des dépenses totales sont expliquées de façon prépondérante par les composantes intra-éducation, intra-sexe, intra-groupes d'âge, intra-zone et intra-région, qui ont décliné sur la période 2001-2014. La région de résidence est le plus important facteur qui explique les inégalités de dépenses totales urbaine-rurale. L'autre caractéristique importante du ménage qui contribue de façon non négligeable au gap des dépenses est l'éducation. Les inégalités pourraient probablement augmenter en raison de l'épidémie de COVID-19 qui frappe le Cameroun depuis mars 2020.

### ENJEUX

Les inégalités croissantes sont un problème important pour un pays en

développement, et le Cameroun ne fait pas exception. D'ailleurs, l'indice de Gini a varié passant de 40,4% en 2001 à 39,0% en 2007 et à 44,0% en 2014, soit 5 points de pourcentage en plus au cours de la période 2007-2014, traduisant ainsi une aggravation de l'inégalité des dépenses de consommation au sein de la population camerounaise. Les inégalités ont des effets importants sur la pauvreté, les résultats sociaux et les finances publiques locales. Les inégalités au niveau local ont des incidences sur la santé, l'éducation, la fréquence de la criminalité et de la violence. Toutefois, à un moment donné, l'inégalité est nécessaire pour inciter l'économie à se développer continuellement et de façon plus rapide (Wicaksono, 2017). Cependant, un écart persistant dans la répartition des revenus affectera également la performance économique (Stiglitz, 2016). Par conséquent, l'écart croissant dans la répartition des dépenses de consommation devrait être une des préoccupations du gouvernement. À moyen terme, l'un des objectifs des pouvoirs publics camerounais devrait être la réduction de l'indice de Gini des dépenses totales de consommation des ménages, qui pourrait probablement augmenter en raison de

l'épidémie de COVID-19 qui frappe le pays depuis mars 2020.

### METHODES

Les tendances des inégalités pour les différents groupes de population par catégories d'éducation, de sexe, d'âge, milieu rural/urbain et au niveau régional, sont examinées en utilisant simultanément le coefficient de Gini et deux mesures d'inégalité de la classe des mesures d'entropie généralisée. La contribution de l'inégalité intergroupes à l'inégalité totale est déterminée à l'aide de la décomposition de l'inégalité en sous-groupes de population. Les déterminants de l'inégalité des dépenses de consommation et des facteurs sous-jacents au gap des dépenses de consommation entre les zones urbaine et rurale sont examinés empiriquement à l'aide de la régression classique des moindres carrés ordinaires et la méthode de décomposition d'Oaxaca-Blinder. Les données utilisées proviennent des enquêtes camerounaises auprès des ménages (Ecam1, Ecam2, Ecam3 et Ecam4) comparables et représentatives au niveau national. L'analyse des effets du COVID-19 sur l'inégalité utilise les sources documentaires relatives à ce sujet.

**Auteurs** Samuel FAMBON, Ariane SIEWE SEKOU, Romain TCHAKOUTE NGOHO, Olive Stéphanie KOUAKEP, Stéphan Martial KOUANGA DJAFA

**Géographie** Cameroun

**En savoir plus sur ce projet :** <https://www.afd.fr/fr/carte-des-projets/changement-structurel-modeles-de-croissance-et-inegalites-au-cameroun>

**Mots-clés** Inégalités, genre, éducation

**Thématiques** Inégalités

## RÉSULTATS

**Premièrement**, au niveau national, quel que soit l'indice d'inégalité considéré, l'inégalité des dépenses totales par équivalent adulte des ménages a augmenté à la fois sur toute la période de l'étude (1996-2014) et sur la sous période 1996-2001, a légèrement décru sur la sous-période 2001-2007 avant d'augmenter encore fortement sur la sous-période 2007-2014, se traduisant par exemple par le coefficient de Gini qui est passé de 0.39 en 2007 à 0.44 en 2014.

**Deuxièmement**, l'inégalité urbaine est toujours supérieure à l'inégalité rurale durant la période de l'étude. Ce taux élevé d'inégalité pour la zone urbaine, montre que ce phénomène s'accroît dans les villes plus que dans les campagnes.

**Troisièmement**, l'analyse de la décomposition de l'inégalité globale montre que les changements de la composante inégalité intergroupes de genre ont peu contribué à l'explication de l'inégalité totale durant la période de l'étude. L'éducation est un déterminant de la dépense totale. Même si les

composantes d'inégalité intragroupe sont beaucoup plus susceptibles d'expliquer l'inégalité nationale, la contribution de la composante intergroupe à l'inégalité totale, dont la moyenne tournait autour de 20 pourcent sur la période de l'étude, est non négligeable.

**Quatrièmement**, le déclin de l'inégalité observé au Cameroun durant la période 2001-2007 est dû pour une grande part par au déclin de l'inégalité intra-zones (ou intra-régionales) plutôt qu'à la composante spatiale de l'inégalité. Ces résultats suggèrent que dans le contexte actuel, toute mesure de politique visant à corriger l'inégalité interzonales ou interrégionales en ramenant l'inégalité dans la distribution de revenu parmi les ménages au niveau du revenu moyen national, sans affecter la distribution de revenu à l'intérieur des milieux ou des régions, ne réduirait que marginalement les inégalités des dépenses totales dans le pays. Par conséquent, contrairement à la perception selon laquelle les différences de développement entre les zones ou

les régions du pays sous-tendent les disparités dans la distribution des dépenses, les résultats de cette étude montrent que les inégalités intra régionales constituent la principale cause de l'inégalité des dépenses totales au Cameroun.

Enfin, l'étude montre que l'épidémie de COVID 19 devrait contribuer à l'aggravation de l'inégalité de revenus, à l'augmentation du chômage due à d'importantes pertes d'emplois suite à l'épidémie de coronavirus, notamment dans certains secteurs de l'économie nationale tels que l'hôtellerie, les transports, la restauration, les loisirs et les services.

Compte tenu de la part élevée de l'emploi informel et du grand nombre de petites entreprises et d'entreprises familiales, le COVID-19 aura un impact négatif disproportionné sur plus de la moitié des plus pauvres de la main-d'œuvre camerounaise, qui sont déjà vulnérables en raison de leur manque de revenus réguliers et d'actifs productifs.

## RECOMMANDATIONS

- ▶ L'augmentation des niveaux d'éducation, en particulier parmi les pauvres, pourrait contribuer à promouvoir l'égalité d'éducation et ainsi stimuler la croissance économique qui atténue les inégalités.
- ▶ Un développement plus égalitaire entre les zones rurales et urbaines est également important pour réduire les inégalités des dépenses au Cameroun. En effet, l'égalité de développement entre les zones urbaines et rurales peut avoir un meilleur impact sur les inégalités, car ce développement, en particulier le développement des infrastructures, est important pour stimuler la croissance économique dans des zones considérées comme laissées pour compte en termes d'infrastructures.
- ▶ Toute solution politique à la pandémie devrait se concentrer sur les personnes les plus vulnérables, c'est-à-dire celles qui n'ont pas droit à des services de base de qualité, à la santé, à l'éducation, à la protection sociale, aux filets de sécurité sociale; qui n'ont pas un niveau de vie suffisant; etc. Les initiatives de réponse non ciblées auront tendance à profiter aux plus aisés, et ceux qui vivent dans les zones urbaines. Les politiques doivent tenir compte des contraintes auxquelles sont confrontés les groupes vulnérables en termes de maîtrise et de réponse à l'impact à court terme direct et indirect de COVID-19.
- ▶ Les mesures politiques devraient également inclure une nouvelle hiérarchisation des allocations budgétaires en vue de réorienter les ressources vers la protection des plus vulnérables et fournir un soutien aux petites et moyennes entreprises touchées par la crise de COVID 19.